

## Un nouveau rapport de la CIT : *Has Life Here Always Been Like This?* *Chinese Microbloggers Reveal Systematic Militarization in Tibet.*



La militarisation au Tibet

La **Campagne internationale pour le Tibet** (CIT) a publié son nouveau rapport, *Has Life Here Always Been Like This? Chinese Microbloggers Reveal Systematic Militarization in Tibet* (Les choses ont toujours été comme ça ici ? Les microblogueurs chinois révèlent la militarisation systématique du Tibet) à la veille du 55<sup>e</sup> Jour du soulèvement national tibétain.

Selon ce rapport, les voyageurs chinois au Tibet révèlent l'étendue de la militarisation et de la répression qui s'y déroulent et que le gouvernement chinois tente de dissimuler par de la propagande et par la censure.

La **CIT** a assemblé des centaines d'images et de messages provenant du site chinois de microblogs Sina Weibo permettant de reconstituer les conditions au Tibet à partir de la perspective des touristes chinois.

> Suite page 2

### DANS CETTE ÉDITION :

1. ► Un nouveau rapport de la CIT : *Has Life Here Always Been Like This?*
2. ► L'intergroupe Tibet du Parlement européen marque sa 100<sup>e</sup> réunion par une déclaration forte et un message du **Dalaï-Lama**
3. ► Lancement de la campagne «2014 pour le Tibet» de la CIT
4. ► Manifestation à Bruxelles pour marquer le jour anniversaire du soulèvement du Tibet
5. ► Le Comité économique et social européen à Dharamsala pour les célébrations du 10 mars
6. ► Divisions à la Chambre des députés espagnole sur la limitation de la juridiction universelle suite à des pressions chinoises
7. ► Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU adopte le rapport du groupe de travail EPU de la Chine malgré les tentatives chinoises de blocage
8. ► La visite en Europe du président **Xi Jinping** marquée par les protestations
9. ► Une nouvelle réglementation au Tibet criminalise les auto-immolations en visant les familles, les villageois et les monastères
10. ► Rencontre du président américain Obama et du **Dalaï-Lama**
11. ► Le point sur les prisonniers politiques
12. ► Suggestion vidéo
13. ► Événements à venir

> Suite de la page 1

LES ANALYSES DE CES MESSAGES EFFECTUÉES PAR LA CIT CONSTATENT QUE :

1. Les touristes chinois ont montré par les médias sociaux la réalité des mesures de militarisation et de répression mises en œuvre par le gouvernement au Tibet qui cherche à les dissimuler par de la propagande :
  - Ces observations sur le site Weibo sont possibles car les voyageurs chinois ont accès à des zones tibétaines qui sont interdites aux diplomates et journalistes étrangers.
2. La discrimination est à l'œuvre dans l'utilisation des médias sociaux : les voyageurs chinois postant des messages concernant le Tibet semblent être beaucoup plus libres que les Tibétains qui, eux, sont considérés comme suspect par l'État lorsqu'ils font passer des informations concernant le Tibet.
3. Les touristes chinois sont confrontés à une réalité tibétaine qui diffère radicalement des représentations qu'ils s'en sont faites par la propagande officielle :
  - Les touristes chinois expriment leur incompréhension et parfois leur peur face aux contrôles et fouilles menés au Tibet;
  - Les touristes chinois constatent que leurs téléphones portables et leurs services Internet sont désactivés dans les zones tibétaines, révélant ainsi les efforts du gouvernement pour bloquer les communications des Tibétains.

Les médias d'État chinois ont cherché à représenter le Tibet comme un lieu idyllique et les Tibétains comme des gens tranquilles et reconnaissants. Pour favoriser l'acceptation de

cette version, les autorités chinoises restreignent grandement l'accès des étrangers aux zones tibétaines. Il est interdit aux voyageurs étrangers d'entrer dans la Région autonome du Tibet depuis le mois de février, une interdiction annuelle coïncidant avec les anniversaires « sensibles » du mois de mars, y compris le 10 mars, jour que les Tibétains considèrent comme leur fête nationale, commémorant la fuite du **Dalai-Lama** en exil à la suite de l'attaque de l'Armée de libération populaire sur le palais Potala à Lhasa.

Comme le note le rapport, les touristes nationaux venant des zones chinoises de la République populaire ne sont pas soumis aux mêmes contraintes. Ainsi, leurs posts sur Weibo documentent une réalité tibétaine divergeant des versions officielles.

Pour lire le rapport complet [cliquez ici](#).



La militarisation au Tibet

## L'intergroupe Tibet du Parlement européen tient sa 100<sup>e</sup> réunion

Le bureau du député européen **Thomas Mann** (Allemagne, PPE), la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)** et le **Bureau du Tibet à Bruxelles** ont organisé en commun le 19 février un événement spécial marquant la 100<sup>e</sup> réunion de l'intergroupe Tibet du Parlement européen.

Le **Dalai-Lama** a envoyé un message concernant cette réunion de l'intergroupe, soulignant que l'avenir du Tibet doit concerner l'humanité au sens large et non pas seulement le peuple tibétain. Quelque temps avant la première visite officielle du président chinois **Xi Jinping** en Europe, le **Dalai-Lama** a également souligné qu'il est de la responsabilité de la communauté internationale de travailler à la résolution du problème tibétain par un dialogue pacifique et constructif avec la Chine ([voir le message](#)).

Cet événement a mélangé politique, droits de l'Homme et un programme culturel fourni incluant une prière tibétaine ainsi que de la danse et de la musique du Tibet. Hormis **Thomas Mann**, qui a présidé la réunion, plusieurs députés européens comme **Edith Bauer** (Slovaquie, PPE), **Ryszard Czarnecki** (Pologne, CRE), **Lidia Geringer De Oedenberg** (Pologne, S&D), **Nathalie Griesbeck** (France, ALDE), **Eva Lichtenberger** (Autriche, Verts), **Edward MacMillan-Scott** (Grande-Bretagne, ALDE) et **Csaba Sogor** (Roumanie,

PPE) se sont exprimés concernant leurs liens avec le Tibet et l'importance de l'intergroupe du Parlement européen.

M. **Matteo Mecacci**, président de la **CIT**, a à cette occasion officiellement lancé la campagne de la **CIT** précédant les élections européennes : «2014 pour le Tibet» (<http://www.2014fortibet.eu>). Il a remercié le Parlement européen et l'intergroupe Tibet pour son soutien actif à la cause tibétaine depuis 25 ans et a

> Suite page 3

# Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Mars 2014

> Suite de la page 2



100<sup>e</sup> réunion de l'intergroupe Tibet du PE, 19 février 2014 (de gauche à droite: M. Kelsang Gyaltzen, M. Matteo Mecacci, le député européen Thomas Mann, M. Thubten Wangchen, Dr. José Elias Esteve et M. Alan Cantos)

souligné l'importance du rétablissement de l'intergroupe après les élections européennes de mai 2014, ajoutant : « Il est très important que les Européens identifient les causes autour desquelles nous pouvons nous unir en tant que citoyens européens, dans lesquelles nous pouvons réaffirmer non seulement l'importance du problème tibétain mais également nos propres valeurs, ce que nous défendons ».

Le représentant spécial du Dalaï-Lama en Europe, M. **Kelsang Gyaltzen**, a exprimé sa profonde reconnaissance envers le Parlement européen pour son soutien au Tibet et a évoqué la situation

politique actuelle, trouvant matière à espérer dans l'esprit de résistance du peuple tibétain.

Les orateurs spéciaux étaient MM. **José Elías Esteve Moltó**, avocat principal en charge de la recherche et rédacteur de deux recours importants en Espagne, **Alan Cantos** du Comité de Apoyo Al Tibet (CAT) de Madrid, pionnier des deux recours et **Thubten Wangchen**, parlementaire tibétain et co-plaignant. Ils ont souligné le fait que des cas comme celui des recours espagnols concernant le Tibet, qui ont culminé avec l'émission de mandats d'arrêt à Madrid à l'intention de cinq anciens dirigeants

chinois, ne peuvent être considérés comme seulement symboliques mais que leur importance, et l'importance de la juridiction universelle en général, repose sur la vérité, les réparations pour les victimes de violations des droits de l'Homme et la responsabilité. Citant la Décision du Conseil concernant les enquêtes et les poursuites pénales relatives aux génocides, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre ([voir](#)), M. **Esteve** a déclaré que « les crimes internationaux ne doivent pas rester impunis » et a appelé les députés européens à dénoncer et à agir contre le projet de loi présentée par le gouvernement espagnol, à la suite de pressions chinoises directes, visant à modifier la loi espagnole concernant la juridiction universelle et à restreindre substantiellement son application. ■



Prière tibétaine, 100<sup>e</sup> réunion de l'intergroupe Tibet du PE, 19 février 2014

## Lancement de la campagne "2014 pour le Tibet" de la CIT



**Matteo Mecacci**, président de la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)**, a annoncé le 19 février le lancement de la campagne de la CIT pour les élections européennes : « 2014 pour le Tibet ». Cette campagne invite les députés européens actuels et les candidats à signer une promesse de défense des droits et des libertés du peuple tibétain durant le 7<sup>e</sup> Parlement européen qui sera élu à la fin du mois de mai.

« L'objectif principal de cette campagne est qu'un maximum de députés européens et de candidats des partis démocratiques soutiennent le Tibet durant les cinq années de leur mandat à venir », explique **Matteo Mecacci**. « Cette promesse comporte

un certain nombre de points concrets comme le soutien au rétablissement de l'intergroupe Tibet. »

L'actuel président de l'intergroupe, le député européen **Thomas Mann**

> Suite page 4

# Tibet Brief

Un rapport de la Campagne Internationale pour le Tibet



Mars 2014

> Suite de la page 3

(Allemagne, PPE), a mis en avant le rôle important qu'a joué l'intergroupe en tenant la question tibétaine sur l'agenda européen. «*Les valeurs sur lesquelles l'Union européenne est fondée ne peuvent être appliquées sélectivement et lorsque cela nous arrange. La façon dont nous traitons la question tibétaine est un miroir de l'Union européenne et elle montre au monde l'importance que nous attachons à nos propres valeurs.*»

Les premières semaines de la campagne ont vu un certain nombre de députés européens se joindre à **Thomas Mann** pour signer cette promesse: **Eva Lichtenberger** (Autriche, Verts), **Kristiina Ojuland** (Estonie, ALDE),

**Edward McMillan-Scott** (Grande Bretagne, ALDE), **Lidia Joanna Geringer de Oedenberg** (Pologne, S&D), **Csaba Sógor** (Roumanie, PPE), **Niccolò Rinaldi** (Italie, ALDE), **Leonidas Donskis** (Lituanie, ALDE), **Nathalie Griesbeck** (France, ALDE), **Ināki Irazabalbeitia Fernandez** (Espagne, Verts), **Tunne Kelam** (Estonie, PPE) et **Bart Staes** (Belgique, Verts).

La **CIT** a mis en place une plateforme en ligne [www.2014fortibet.eu](http://www.2014fortibet.eu), permettant aux candidats de tous les états-membres de l'UE de se joindre à la campagne. Le directeur politique de la **CIT** en Europe, **Vincent Metten**, a souligné le rôle inestimable que le **Réseau international Tibet** et les **groupes de soutien au Tibet**

ont joué dans la campagne. «*Nous visons à présenter la promesse à tous les candidats dans leur langue maternelle et les amis du Tibet à travers l'Europe nous ont été d'une grande aide à la traduire.*»

«*Les noms des signataires seront communiqués aux membres des groupes de soutien au Tibet dans les états-membres avant les élections. Le soutien des candidats à la cause tibétaine pourra être une considération importante lorsque les sympathisants du Tibet déposeront leurs bulletins de vote à la fin du mois de mai*», ajoute **Vincent Metten**.

Les élections au Parlement européen auront lieu sur une période de quatre jours, du 22 au 25 mai 2014. ■

## Manifestation à Bruxelles pour marquer le jour anniversaire du soulèvement du Tibet



Manifestation du 10 mars à Bruxelles

La **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)** s'est jointe à la communauté tibétaine de Belgique et au Congrès de la jeunesse tibétaine pour commémorer le 10 mars le 55<sup>e</sup> anniversaire du Jour du soulèvement national tibétain.

La foule s'est assemblée au rond-point Schuman à Bruxelles pour des discours et des chants traditionnels tibétains. Après cela, les Tibétains et les amis du Tibet ont défilé entre le Service européen pour l'action extérieure et l'ambassade de Chine, appelant l'Union européenne et ses états-membres à affronter la Chine sur la question du Tibet et participer à donner au peuple tibétain une véritable autonomie. Cette manifestation revêtait une importance particulière car elle se déroulait trois semaines seulement avant la première visite officielle du président chinois **Xi Jinping** en Europe (y compris Bruxelles).

Se sont exprimés M. **Ngodup Dorjee**, représentant du **Dalaï-Lama** auprès de l'UE, qui a lu un message du premier ministre tibétain, Dr. Lobsang Sangay, à l'occasion du 55<sup>e</sup> anniversaire du Jour du soulèvement national tibétain M. **Thupten Phegyal**, président de la communauté tibétaine en Belgique ; M. **Marco Reuter**, assistant du député européen **Thomas Mann** ; et Mme **Elena Gaita**, responsable du service politique et advocacy de la **CIT Bruxelles**.

Dans sa déclaration, Mme **Gaita** a souligné le fait que la situation des droits de l'Homme au Tibet ne peut être ignorée par les institutions européennes et a appelé les dirigeants européens à évoquer cette question au cours de la première visite du président chinois **Xi Jinping** à Bruxelles. Elle a insisté sur le fait que les discussions concernant les droits de l'Homme entre l'UE et la Chine ne doivent pas être confinées au dialogue sur les droits de l'Homme mais doivent également être intégrées aux réunions au plus haut niveau. «*Agir de toute autre façon de la part d'un lauréat récent du prix Nobel de la paix comme l'Union Européenne serait non seulement une erreur mais une abdication des valeurs*

> Suite page 5

> Suite de la page 4

sur lesquelles nous avons construit nos sociétés libres. Nous considérons que ces valeurs ne peuvent être mises de côté face aux intérêts économiques et aux relations commerciales.»

Le 10 mars 1959, les habitants de Lhassa, capitale du Tibet, se sont soulevés contre les forces chinoises d'occupation et ont tenu une manifestation pacifique géante contre l'invasion chinoise du Tibet et contre la tyrannie qui l'a suivie. Des milliers de Tibétains

ont été tués et blessés durant ces grandes manifestations et bien d'autres ont été incarcérés. Sa Sainteté le **Dalai-Lama** a dû fuir le Tibet au commencement de la répression pour éviter d'être pris à partie physiquement par les forces chinoises. Quatre-vingts mille Tibétains de tout le Tibet l'ont suivi en exil en 1959 et dans les années qui suivirent pour échapper à la répression chinoise. ■

## Le Comité économique et social européen à Dharamsala pour les célébrations du 10 mars



Le Dalai-Lama avec la délégation du CESE à Dharamsala et le directeur politique européen de la CIT, Vincent Metten (premier à droite)

Le président du Comité économique et social européen, **Henri Malosse**, était l'invité spécial de la cérémonie du 55<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement du Tibet le 10 mars à Dharamsala, en Inde. Seul président d'une institution européenne à rendre visite au gouvernement tibétain en exil, il a voulu rendre hommage aux victimes de la répression et, à travers eux, à tous les peuples privés de leur liberté en Chine et partout dans le monde.

« La question tibétaine est universelle », a déclaré **Henri Malosse** depuis le podium, « c'est une question de liberté, de démocratie et de solidarité qui sont des valeurs fondatrices de l'Union européenne. » En tant que telles, ces valeurs sont l'héritage de l'Europe qui doit les défendre partout où elles se sont en danger afin de trouver une solution durable.

Directeur politique de la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)** à Bruxelles, **Vincent Metten** a accompagné la délégation du CESE à Dharamsala. Il a déclaré :

« La toute première participation d'un président d'une institution européenne aux commémorations du 55<sup>e</sup> anniversaire du soulèvement tibétain ici, à Dharamsala, crée un précédent qui, nous l'espérons, sera suivi par d'autres dirigeants européens. »

**Le président du CESE Henri Malosse** a aujourd'hui exprimé publiquement son soutien et sa solidarité avec le peuple tibétain et "l'approche du juste milieu". Sa déclaration envoie un message politique clair aux dirigeants chinois indiquant que la politique étrangère de l'Union européenne est basée sur des valeurs fondamentales de démocratie, de primauté du droit, d'universalité et d'indivisibilité des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, de respect de la dignité humaine, d'égalité et de solidarité et de respect des principes de la charte des Nations Unies et du droit international. »

Le lendemain, la délégation du **CESE** a rencontré le **Dalai-Lama**. Durant cette rencontre, le Dalai-Lama a déclaré que « l'approche du juste milieu » ne consistait pas à revendiquer l'indépendance mais une véritable autonomie pour le Tibet. Il a expliqué qu'avec la Chine, le Tibet pouvait jouir d'une croissance économique rapide mais qu'il était toutefois nécessaire que les Tibétains gèrent eux-mêmes l'éducation, l'environnement et la religion.

Le **Dalai-Lama** a également demandé au **président Malosse** de transmettre à **Xi Jinping** lors de sa prochaine visite à Bruxelles un message de paix dans la résolution de la question tibétaine. ■

## Divisions à la Chambre des députés espagnole sur la limitation de la juridiction universelle suite à des pressions chinoises

La Chambre des députés espagnole a voté le 11 février un projet de loi limitant la capacité du pouvoir judiciaire à examiner les violations des droits de l'Homme commises en dehors du pays et restreignant substantiellement l'application du principe de juridiction universelle.



De gauche à droite : M. Alan Cantos, M. Thubten Wangchen, M. Palden Gyatso (témoin dans les recours après 33 ans en prison et en camp de travail au Tibet) et Dr. José Elias Esteve.

Ce vote fait suite à des pressions exercées sur Madrid par les autorités chinoises au sujet de deux recours visant des dirigeants chinois pour les politiques suivies au Tibet, recours ayant entraîné l'émission de mandats d'arrêt par les tribunaux espagnols à l'intention de plusieurs d'entre eux (éditions 40 et 41 de *Tibet Brief*, novembre 2013 et janvier 2014).

Le résultat du vote par la Chambre des députés souligne les pressions sans précédent exercées par le gouvernement chinois sur les gouvernements européens. Celles-ci rentrent dans le cadre de l'intensification des efforts de la Chine visant à attaquer les règles et les principes du droit international afin de préserver son impunité. Ce qui est nouveau et très alarmant dans le cas présent, c'est que la Chine, un gouvernement autoritaire, puisse directement demander, et obtenir, des modifications à la législation nationale d'une grande démocratie européenne comme l'Espagne.

Le principe de juridiction universelle permet aux juridictions nationales de connaître des crimes les plus sérieux comme les crimes de guerre, la torture, les disparitions forcées, où qu'ils aient été commis et quelle que soit la nationalité de l'auteur et/ou de la victime. Le consensus au sein de la communauté nationale est clair : ces crimes outragent la conscience de l'humanité et doivent être punis et il est du devoir de tous les états d'enquêter sur ces crimes et d'en poursuivre les responsables.

L'Espagne a eu un rôle de tout premier plan dans la justice internationale depuis que la juridiction universelle a été intégrée dans sa loi nationale en 1985.

Toutefois, le projet de loi du Parti populaire (*Partido Popular*) fermerait de facto les portes des juridictions espagnoles aux victimes de violations graves des droits de l'Homme qui ont par ailleurs peu de chances d'obtenir justice, en particulier dans leur propre pays.

Ce projet de loi mettrait l'Espagne en manquement de ses obligations internationales et donnerait une perspective d'impunité à de nombreux auteurs de crimes graves. Il endommagerait la réputation internationale de l'Espagne et l'isolerait dans la lutte commune des états-membres de l'Union européenne contre l'impunité pour les crimes internationaux (pour plus de détails juridiques concernant ce projet de loi, veuillez lire une déclaration commune signée par 122 ONG dont la CIT : [cliquez ici](#)).

Le Parti populaire disposant de la majorité absolue à la Chambre des députés, le résultat du vote avait déjà été anticipé. L'étape suivante est l'examen du projet de loi par le Sénat espagnol qui devrait intervenir dans les semaines qui viennent.

Il est possible de bloquer le projet de loi en demandant à la Cour constitutionnelle espagnole de déclarer son illégalité sur les bases suivantes :

- Les réformes proposées sont contraires au droit international et à la constitution espagnole, spécifiquement l'article 96 ;
- Ce projet de loi ne s'applique pas seulement aux instructions à venir mais également aux instructions en cours, signifiant que tous les recours actuels en Espagne basés sur la juridiction universelle seront annulés jusqu'à ce qu'il soit prouvé qu'ils sont conformes aux nouvelles exigences. Ceci peut aller à l'encontre du principe de séparation des pouvoirs en démocratie car l'annulation sommaire de tous les recours va au-delà de l'autorité législative du Parlement. Toute décision

> Suite page 7

## Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU adopte le rapport du groupe de travail EPU de la Chine malgré les tentatives chinoises de blocage

La Chine a subi le 22 octobre 2013 son second Examen périodique universel (EPU) au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. À cette occasion, sept membres de l'ONU (le Canada, la République tchèque, la France, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis) ont fait des recommandations formelles à la Chine concernant les droits de l'Homme au Tibet (pour plus de détails concernant cette session EPU, veuillez consulter l'édition 40 de Tibet Brief, novembre 2013).



La FIDH faisant une déclaration commune avec la CIT et HRIc au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU

Durant sa 25e session (du 3 au 28 mars 2014), le CDH a adopté le rapport final du groupe de travail EPU concernant la Chine.

La Campagne internationale pour le Tibet (CIT) avait planifié une stratégie de plaidoyer et médiatique en amont de l'adoption du rapport concernant la Chine. Elle a envoyé des lettres aux gouvernements qui avaient défendu le Tibet au cours de la session EPU formelle de la Chine, les invitant à demander à la Chine d'accepter les recommandations concernant le Tibet et d'améliorer la situation en matière de droits de l'Homme

La CIT avait également préparé une pétition en ligne demandant à la Haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme, Navi Pillay, de soulever la question du Tibet dans son discours d'ouverture de la session du CDH. Plus de 5000 sympathisants

tibétains du monde entier ont signé la pétition adressée à Mme Pillay..

Toutefois, la Chine a réagi à l'examen de la situation des droits de l'Homme en rejetant la plupart des recommandations faites spécifiquement au sujet du Tibet. Des sept recommandations mentionnant le Tibet, la Chine n'en a accepté qu'une. Elle en a rejeté cinq et a déclaré être déjà en conformité sur la septième. La Chine a accepté la recommandation de la Suisse lui demandant de faciliter les visites au Tibet de la Haut-commissaire aux droits de l'Homme des Nations unies et des rapporteurs spéciaux..

La Chine a également déclaré que la recommandation des États-Unis de protéger les droits des minorités ethniques comme les Tibétains, les Ouïgours et les Mongols conformément

> Suite de la page 6

d'annulation d'un recours doit être prise par les juridictions au cas par cas ;

- Ce projet de loi viole plusieurs grands traités internationaux ratifiés par l'Espagne comme la Convention de Genève de 1949 ou le Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui consacrent tous le principe « extraditer ou poursuivre ».

Cette saisine de la Cour constitutionnelle doit être signée par au moins 50 députés espagnols.

La Campagne internationale pour le Tibet (CIT) collabore activement avec le Comité de Apoyo al Tibet (CAT) et le Dr. José Elias Esteve, le groupe de soutien au Tibet espagnol et l'avocat responsable du recours concernant le Tibet en Espagne.

La CIT Bruxelles a envoyé des lettres à tous les députés européens espagnols du groupe socialiste au Parlement européen, à la présidence du groupe socialiste du Parlement européen et à la présidence de l'Internationale socialiste afin de les presser d'agir pour contester la légalité du projet de loi devant la cour constitutionnelle espagnole, seul moyen de l'empêcher de devenir loi en Espagne.

Grâce à la réaction rapide de la CIT et de beaucoup d'autres organisations de la société civile, la porte-parole du Parti socialiste espagnol, Mme Soraya Rodriguez, a annoncé le 4 mars à Madrid que le Parti socialiste, parti d'opposition, demanderait la saisine de la Cour constitutionnelle contre le projet de loi (pour plus d'informations, veuillez consulter l'article d'El País (en espagnol) : [cliquez ici](#)).

La CIT a accueilli avec grande satisfaction cette annonce. Le président de la CIT, M. Matteo Mecacci, a déclaré : « La décision des socialistes espagnols confirmer que dans une démocratie, des dispositifs de contrôle peuvent être appliqués à des initiatives précipitées et brusques telles que celle du gouvernement espagnol de modification de la juridiction universelle sous pression d'un gouvernement autoritaire. »

> Suite page 8

> Suite de la page 7

à la constitution chinoise et à ses engagements au regard du droit international est déjà respectée et donc qu'elle l'acceptait.

Les sept recommandations concernant le Tibet ainsi que les réponses de la Chine se trouvent [ici](#).

Ce qui s'est déroulé durant l'adoption formelle du rapport de la Chine est sans précédent dans l'histoire du CDH. Par des échanges dramatiques et des manœuvres procédurales rarement vus au Conseil, des états-membres et des ONG ont cherché à faire respecter une minute de silence pour **Cao Shunli**, défenseur chinois des droits de l'Homme qui avait été empêchée par le gouvernement de participer à l'examen de la Chine et qui est depuis décédée le 14 mars après s'être vue refuser des soins médicaux en détention.

L'examen du rapport EPU de la Chine a été retardé d'un jour après que la Chine a essayé d'empêcher les organisations de la société civile de tenir une minute de silence en l'honneur de Mme Cao.

Le jour même de l'adoption de son rapport EPU (le 20 mars), la Chine a tenté de bloquer cette initiative en soulevant plusieurs questions de règlement. Ceci a entraîné un long débat entre de nombreux états-membres des Nations unies ainsi qu'un vote sur la décision du président qui désirait que cette question soit tranché par le bureau. Cette décision

a été défaite. Le président du CDH a ensuite permis aux ONG de poursuivre leurs déclarations. Malgré la persistance des obstructions chinoises, le cas de Cao Shunli a été mentionné par de nombreux états-membres et des membres des ONG ont brandi des photographies de la défunte au fond de la salle du Conseil.

Alors que la **Fédération internationale des droits de l'Homme** (FIDH) faisait une déclaration orale au Conseil critiquant le rapport de la Chine, rejointe en cela par deux de ses organisations-membres, la **CIT** et **Human Rights in China** (HRiC), la délégation chinoise a interrompu le présentateur en soulevant une question de règlement. Les Chinois ont demandé au président du Conseil « d'annuler le droit de l'orateur à s'exprimer » car les deux autres organisations n'avaient pas de statut consultatif. Le secrétariat des Nations unies a débouté la Chine, citant une pratique ancienne permettant aux ONG accréditées auprès de l'**ECOSOC** de "mentionner d'autres entités". La **FIDH** a pu continuer sa déclaration

Cette déclaration de la **FIDH, CIT et HRiC** dénonçait le harcèlement et les menaces généralisés envers les défenseurs des droits de l'Homme et demandait à la Chine de libérer toutes les personnes détenues arbitrairement, l'abbé tibétain Khenpo Kartse par exemple.

Les harcèlements chinois au sein du Conseil ont inclus des actes d'intimidation non verbale et le harcèlement de

représentants des ONG assistant à la session. Les représentants chinois les ont filmés et ont pris des photographies en violation du règlement du Conseil.

Plus tôt dans la semaine, la Chine avait interrompu le témoignage devant le Conseil de la fille du prisonnier politique Wang Bingzhang. Mme **Wang** a pu reprendre sa déclaration après que plusieurs états-membres ont pris sa défense en soulignant l'importance de la liberté d'expression.

À la fin de la session, le [Conseil a adopté le rapport du groupe de travail EPU](#). Comme lors de son premier Examen périodique universel en 2009, [la Chine a rejeté la plupart des recommandations en matière de droits de l'Homme au Tibet](#).

La délégation des États-Unis a demandé la libération du prisonnier politique tibétain **Dhondup Wangchen** et a exprimé sa profonde préoccupation concernant les politiques gouvernementales dans les zones ouïgoures, tibétaines et mongoles de Chine, politiques ayant contribué à des troubles. Le [Royaume-Uni](#) et les [Etats-Unis](#) avaient publié deux jours auparavant des déclarations condamnant l'intensification en Chine des arrestations, des disparitions forcées, des détentions extrajudiciaires et la répression des droits de culte, des droits culturels et des droits linguistiques au Xinjiang et au Tibet. ■

## La visite en Europe du président Xi Jinping marquée par les protestations

Des activistes se sont rassemblés le 31 mars à Bruxelles pour une manifestation réclamant les droits de l'Homme en République populaire de Chine (RPC), l'une des nombreuses manifestations qui ont marqué la première visite du président chinois Xi Jinping en Europe

Des citoyens européens, des activistes des droits de l'Homme, des membres des communautés tibétaine et ouïgoure, des activistes chinois et des adhérents de Falun Gong ont manifesté devant le Parlement européen pour exprimer leur préoccupation quant à la situation des droits de l'Homme en Chine, au Xinjiang et au Tibet.

Cette manifestation coïncidait avec les rencontres du **président Xi Jinping** avec les dirigeants européens **Herman Van Rompuy**, **José Manuel Barroso** et **Martin Schulz** et avec le Roi des Belges et des membres du gouvernement belge.

Le **directeur politique européen de la Campagne internationale pour le**

**Tibet** (CIT), **Vincent Metten**, a souligné que la **présidence Xi** n'avait jusqu'ici entraîné aucune inflexion significative de la politique menée au Tibet par rapport à celle de ses prédécesseurs. «*Au contraire, la présidence Xi a vu une répression plus systématique et plus*

> Suite page 9

> Suite de la page 7



intense au Tibet et une détérioration de la situation des droits de l'Homme dans toute la RPC. Ces problèmes doivent être abordés par les dirigeants européens lors de leur rencontre avec le président Xi.»

**Henri Malosse**, président du Comité économique et social européen, qui s'est exprimé lors de cette rencontre, a souligné à quel point il était important de soulever la question des droits de l'Homme avec la Chine : « *Le président Xi Jinping a rendu visite hier aux pandas de*

*Belgique mais il y a bien plus important : les êtres humains, en Chine, qui ne jouissent pas des droits humains essentiels.*»

La liste des orateurs de la manifestation incluait **Tunne Kelam**, député européen estonien, **Georges Dallemagne**, député belge, ainsi que des représentants des communautés chinoise, tibétaine et ouïgoure de Belgique.

De nombreux manifestants, hommes et femmes, se sont fait raser la tête en signe de solidarité avec les 130 Tibétains

qui se sont immolés depuis février 2009.

Cette manifestation était organisée conjointement par la **Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH)**, la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)**, l'**Organisation des nations et des peuples non représentés (UNPO)**, la **Communauté tibétaine de Belgique** et le **Congrès de la jeunesse tibétaine**.

La visite du président **Xi Jinping** a été accompagnée de manifestations similaires à Amsterdam, Berlin, Paris et Bruges où il a tenu un discours le 1<sup>er</sup> avril au Collège de l'Europe..

La police a arrêté à Bruges une douzaine de Tibétains et d'activistes des droits de l'Homme, y compris le président de **Vrienden van Tibet**, **Inge Hermans**, alors qu'ils se dirigeaient vers la manifestation qui avait été autorisée. La police est également entrée dans un domicile privé sur la place de l'hôtel de ville afin de confisquer un drapeau tibétain placé sur l'itinéraire du cortège du président **Xi Jinping**.

## Une nouvelle réglementation au Tibet criminalise les auto-immolations en visant les familles, les villageois et les monastères

Des mesures d'une dureté sans précédent criminalisant les auto-immolations ont été imposées au Tibet durant les douze derniers mois. Ceci démontre la systématisation par les autorités de l'attitude consistant à traiter les immolations comme des actes criminels et à en attribuer la responsabilité à des "forces extérieures".

Les autorités cantonales de Dzoegé (en chinois : Ruo'ergai), Ngaba (en chinois : Aba), ont pris de nouvelles décisions menaçant de pénaliser les villageois, les moines et les autres habitants de la région en cas d'auto-immolation.

Ces décisions spécifient que les familles, les membres de la communauté et les moines de la région des personnes s'immolant peuvent être punis et persécutés, ce qui peut avoir des conséquences dévastatrices dans la communauté au sens large.

Cette réglementation inclut d'autres outils répressifs pour tenter d'empêcher les immolations ou d'autres formes de protestation bien que les faits montrent que les auto-immolations des Tibétains sont un acte solitaire, sans encouragement d'autres personnes.

Le document en 16 points a été publié en tibétain et en chinois le 8 avril 2013 par les autorités du canton de Dzoegé, préfecture autonome tibétaine et qiang de Ngaba, Sichuan (région tibétaine d'Amdo), mais vient seulement d'être

reçu par les Tibétains en exil du fait de la systématisation du blocage de la circulation des informations.

Bien qu'il soit inédit de voir de telles décisions détaillées par écrit, des menaces similaires ont été proférées à de nombreuses reprises envers les familles et les amis des personnes s'étant immolées dans ces régions, le canton de Ngaba par exemple.

> Suite page 10

> Suite de la page 9

Ces décisions sont les suivantes :

- Les familles et les parents des Tibétains qui se sont immolés ne pourront être fonctionnaires ou recevoir des aides de l'État ;
- Les personnes ayant survécu à une auto-immolation et les membres de leur famille perdront les avantages de l'inscription aux registres communaux ;
- Les villages dans lesquels des protestations par auto-immolation ont eu lieu seront complètement privés d'aides publiques et les terres enregistrées sous le nom de la personne qui s'est auto-immolée seront confisquées par les autorités ;
- Les monastères dans lesquels ont lieu une auto-immolation devront payer

une amende de 10 000 à 500 000 yuans (environ 1100 à 60 000 euros) ;

- De grosses récompenses seront offertes à ceux donnant des informations sur des personnes préparant une auto-immolation ou sur les immolations qui ont déjà eu lieu.

Les mesures annoncées à Dzoegé représentent un nouveau développement dans une entreprise de plus en plus agressive de criminalisation des auto-immolations. Cette entreprise a entraîné la condamnation à de longues peines de prison des boucs émissaires choisis par les autorités comme des moines ayant mené des prières pour les défunts ou leurs amis ou parents. Il existe des preuves de l'échec des autorités à

empêcher les auto-immolations, échec remettant en cause les relations des responsables tibétains locaux avec le gouvernement central.

Les responsables régionaux et locaux savent aussi que l'escalade verbale concernant le besoin d'améliorer la « maintenance de stabilité » (en chinois : *weiwen*) sont un moyen d'obtenir davantage de ressources des autorités centrales. En langue politique chinoise, la « stabilité » est un code faisant référence au besoin de prévenir toute forme de « désordre social ». Dans les zones tibétaines de la République populaire de Chine, la maintenance de stabilité a été menée dans les faits sur un pied de guerre. ■

## Rencontre du président américain Obama et du Dalaï-Lama

Le **Dalaï-Lama** a rencontré le 21 février le président américain **Barack Obama** à la Maison Blanche. Durant cette rencontre, le président **Obama** a exprimé sa profonde préoccupation concernant la détérioration de la situation des droits de l'Homme au Tibet et a renouvelé son soutien à la préservation des traditions religieuses, culturelles et linguistiques du Tibet. Il s'agissait de la quatrième rencontre entre les deux hommes, la troisième durant la présidence de **Barack Obama**.



Le Dalaï-Lama et le président américain Barack Obama à la Maison Blanche, le 21 février 2014

se reflète à la fois par cette rencontre et par leur politique et leurs programmes au sujet du Tibet. La **CIT** continuera à travailler au niveau global à renforcer le soutien politique à la cause tibétaine alors que la Chine accroît ses pressions et son influence sur les gouvernements démocratiques à travers le monde. »

Même si le **Dalaï-Lama** a formellement renoncé à ses responsabilités politiques au sein de l'Administration centrale tibétaine, il a déclaré vouloir continuer à défendre son peuple. Il a également précisé que, s'il conserve un agenda chargé de déplacements à travers le monde, ses visites à Washington et Bruxelles sont politiques par nature.

**Matteo Mecacci**, président de la **Campagne internationale pour le Tibet (CIT)**, a déclaré : « Cette rencontre réaffirme la longue amitié et le respect des États-Unis envers Sa Sainteté, son discours et sa cause. Les décideurs américains comprennent que la stabilité que cherchent les responsables chinois ne sera pas obtenue sans une solution au Tibet. Le constant soutien des États-Unis au dialogue et à la conservation de l'héritage tibétain

Le **Dalaï-Lama** s'est rendu à la Maison Blanche pour la première fois en 1991 et a rencontré quatre présidents américains. Ceci est à la fois un reflet et le résultat du soutien apporté par l'opinion américaine au **Dalaï-Lama** et à son discours de paix universelle et de justice. La **CIT** continuera à mobiliser nos sympathisants dans le monde entier afin de donner plus de portée à la voix des Tibétains. ■

## Le point sur les prisonniers politiques

### Les membres de la famille de Phagmo Samdup

Cinq personnes, y compris des membres de sa famille, ont été emprisonnées en février 2014 à la suite de l'auto-immolation et de la mort de Phagmo Samdup, âgé d'une vingtaine d'années et père de deux enfants, le 5 février à Tsekhog (en chinois : Zeku) dans la préfecture autonome tibétaine de Malho (en chinois : Huangnan), province de Quinghai, région tibétaine d'Amdo.



Phagmo Samdup avec sa famille

Quatre des détenus ont été identifiés. Il s'agit de **Gyatso**, du jeune frère de **Phagmo Samdup**, **Paldor**, de sa femme **Pema** et de **Tseten Gyal**. Toutes les personnes arrêtées proviennent du même village de Dokarmo. Quatre d'entre elles ont été relâchées après interrogation au centre de détention local mais **Tseten Gyal** semble toujours être détenu selon des sources tibétaines en exil.

Des mesures strictes de sécurité ont été imposées dans la zone, des policiers armés ayant été placés devant la maison de **Phagmo Samdup**. Sa famille n'a pas été autorisée à inviter des moines pour procéder aux traditionnelles prières pour le défunt et des responsables locaux les ont prévenus que le monastère serait fermé et que des arrestations auraient lieu s'ils le faisaient, toujours selon les mêmes sources. ■

## Suggestion vidéo



### Vidéo en ligne du Tibetan Youth Leadership Program de la CIT

La **Campagne internationale pour le Tibet** a publié une nouvelle vidéo concernant le **Tibetan Youth Leadership Program** (TYLP) qu'elle a organisé à Bruxelles en novembre 2013.

Du 12 au 14 novembre 2013, la **CIT** a tenu un programme de formation pour dix étudiants tibétains résidant et étudiant dans cinq pays européens (Danemark, Hongrie, Pologne, Suisse et Royaume-Uni).

Le TYLP de la **CIT** à Bruxelles avait pour objectifs de former les étudiants tibétains à devenir des leaders efficaces dans leurs communautés tibétaines respectives en Europe et à devenir les défenseurs de la cause tibétaine au niveau européen en leur assurant une exposition utile à la scène politique européenne et au discours entourant les relations Europe-Chine et le rôle du Tibet dans celles-ci. Durant ce programme, les participants ont pu améliorer leur compréhension du rôle des activistes, des lobbyistes, des ONG et des médias et de leur influence sur la politique étrangère européenne à Bruxelles.

Ce programme comportait également la visite d'institutions européennes comme le **Parlement européen** et le **Comité économique et social européen** ainsi que des rencontres avec des responsables européens.

[Cliquez ici](#) pour un documentaire de 10 minutes avec des interviews des étudiants tibétains, de décideurs européens, du personnel de la CIT et d'experts sur le Tibet. ■

## Événements à venir

- ▶ **8 MAI 2014** : EXAMEN DE LA CHINE PAR LE COMITÉ DES NATIONS UNIES DES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS
- ▶ **MAI - JUIN 2014** : VISITE DU DALAÏ-LAMA EN EUROPE (LETTONIE, NORVÈGE, PAYS-BAS, ALLEMAGNE ET ITALIE)
- ▶ **22 - 25 MAI** : ÉLECTIONS EUROPÉENNES